

Vous avez dit « vulgaire » ?

Par Véronique Hervouët

www.contrepointphilosophique.ch

Rubrique Humorales

30 mai 2010

« Télé réalité », magazines « people », émissions « trash », étalage de l'intimité sur la scène publique, banalisation de l'obscénité et du vocabulaire ordurier jusqu'au plus haut niveau de la représentation politique... C'est au cours des quarante dernières années que s'est accomplie cette submersion de la scène et du discours publics par la vulgarité. En tel contexte, quel sens pouvons-nous donner à ce terme aujourd'hui et, par delà, à cette fuite en avant ?

Qu'est-ce que « la vulgarité » ?

Sous l'égide de l'Interdit judéo-chrétien, qui structurait encore la société occidentale il y a à peine une cinquantaine d'années, la « vulgarité » se définissait comme le contraire de l'élégance, un manque de délicatesse.

Comme le suggèrent ses racines latines (de *vulgus* : multitude), la vulgarité a toujours été considérée comme le propre de « l'homme du commun ». Il s'agit donc d'un critère se rapportant à un point de vue particulier, généralement élitaire.

Ainsi, sous l'Ancien Régime, les gens du peuple étaient considérés comme « vulgaires » faute d'un nom les qualifiant dans l'ordre symbolique ; c'est-à-dire, *in fine*, faute de n'avoir pu acquérir, au fil des générations, par l'éducation et l'enseignement, les signes et le langage conventionnels de l'élite. Au point que le terme « vulgaire » était usité par les aristocraties sur un mode nominal pour désigner l'homme du peuple (ex : *l'opinion du vulgaire*).

Les choses commencèrent à changer avec l'idéal égalitariste républicain, quand un enseignement public de qualité put être délivré aux enfants du peuple. Dès lors, si la notion de vulgarité garda le même sens – un manque d'élégance et de délicatesse – la tendance ne fut plus de l'associer systématiquement à une appartenance de classe mais à des carences individuelles.

Aujourd'hui, tout se passe sur le mode inversé, comme si les élites gouvernantes avaient pris au mot cette sentence de Nietzsche : « *Si l'on veut un peuple d'esclaves, il ne faut pas lui donner une éducation de maîtres* ».

C'est en effet au cours des quarante dernières années que s'est accompli l'effondrement de l'éducation (consubstantiel à celui de la famille) et de l'enseignement public. Mais c'est aujourd'hui que nous enregistrons les conséquences concrètes de ce désastre. Une régression sociale et culturelle vertigineuse : le retour d'une aristocratie gouvernante prédatrice et d'un peuple déculturé, voué à la soumission.

La substitution de l'Impératif de jouissance à l'Interdit judéo-chrétien, survenue avec l'avènement de la société de consommation, constitue une inversion de paradigme qui a pour conséquence de rendre inefficients les concepts structurants de la pensée occidentale. La pensée critique s'en trouve quasiment paralysée. Et notre compréhension de la réalité contemporaine gravement brouillée. Ainsi en est-il des affinités singulières des élites contemporaines avec la vulgarité. Pour comprendre quel en est le ressort, il nous faut aviser d'un peu plus près la logique d'inversion en cause.

Il n'y a pas si longtemps s'avouait, dans le secret du confessionnal, la culpabilité liée au secret honteux du désir et de la jouissance individuels.

Dans le cadre de la société de consommation contemporaine et de l'Impératif de jouissance qui la régit, ce qui se produit logiquement, c'est le contraire : il faut annihiler la culpabilité. Parce qu'elle constitue un obstacle au désir et à la jouissance, propulseurs idéologiques et fonctionnels du « marché ».

Le formatage psychique adéquat consiste donc à avouer haut et fort, exhiber sans rougir, si possible avec fierté, ce désir et cette jouissance.

Telles sont, implicites ou explicites, les nouveaux conformismes et conventions éducatives diffusés par les cléricats médiatiques au service des aristocraties régnautes. C'est ce qui s'affiche de la façon la plus ostentatoire, notamment aux programmes du dispositif le plus prisé, le plus propice à l'exhibition et au voyeurisme, qu'est le médium télévisuel.

Ce à quoi nous avons affaire, c'est à la sortie de l'économie libidinale et pulsionnelle de la sphère de l'intimité et à son expansion sur la scène publique, celle qui était hier dévolue à l'intérêt général. Autrement dit, les ébats de l'intime sur la scène publique, en lieu et place du débat pour l'intérêt général. Celui-ci ayant été confisqué, sacrifié aux intérêts particuliers des aristocraties gouvernantes.

Dissimulée par la *novlangue* sous le terme élégant de « transparence », cette exhibition de l'intime fait ostensiblement appel au désir, aux fantasmes et pulsions sexuelles du public

ainsi qu'à leurs conditions sacrificielles¹. C'est en quoi elle relève moins du registre superficiel de la vulgarité que de celui de l'*obscène*.

C'est cette aliénation du discours public à la dialectique du désir qui confère au concept de liberté, cher au néolibéralisme, cet infléchissement sadien, tyrannique et totalitaire, que nous voyons aujourd'hui se concrétiser à grande vitesse dans les champs politique, économique et social.

Mettant le corps, le désir et la jouissance au centre de la philosophie politique, Sade menait en effet la conception révolutionnaire de la liberté à ses ultimes conséquences : *la loi doit céder devant la jouissance*. N'est-ce pas précisément ce qui est entrain d'advenir sous l'égide du totalitarisme économique ?

¹ Nous avons développé ce propos dans un texte intitulé « L'identité virile en question », en ligne sur Contrepoint Philosophique, rubrique éthique (juin 2007)